[Prénom][NOM]
[Adresse1]
[Code Postal] [VILLE]
Tél. : 01.23.45.67.89

[Nom Destinataire]
[Adresse Destinataire]
[Code Postal] [VILLE]
Paris, le 04/11/2026

Mise en demeure pour vices cachés

Madame, Monsieur,

Le [date de signature de l'acte], nous avons acquis auprès de vous le bien immobilier situé [adresse complète du bien], moyennant le prix de [prix de vente en euros]. Depuis notre installation, nous avons découvert des défauts graves qui affectent sérieusement l'usage du logement. Si nous avions eu connaissance de ces désordres, nous n'aurions pas acheté ce bien, ou nous en aurions proposé un prix nettement inférieur.

Le [date de la découverte], nous avons en effet constaté [nature du désordre, par exemple une infiltration d'eau importante au sous-sol], dont l'origine réside dans [cause du vice, par exemple un réseau d'évacuation défectueux]. Ce défaut n'était en rien décelable lors des visites ni à la signature de l'acte. Nous avons dû engager à nos frais les travaux nécessaires, pour un montant de [montant des travaux en euros], ainsi que l'établissent les devis, factures et photographies joints à ce courrier.

Ces désordres constituent des vices cachés au sens des articles 1641 et suivants du Code civil. Antérieurs à la vente, invisibles lors de notre visite et suffisamment graves pour diminuer fortement l'usage du bien, ils engagent votre responsabilité de vendeur et vous obligent à en réparer les conséquences.

En conséquence, nous vous mettons en demeure de nous régler la somme de [montant total réclamé en euros], correspondant au remboursement des frais de réparation déjà exposés et à une indemnité destinée à compenser le préjudice subi. Cette demande est intégralement justifiée par les pièces jointes au présent courrier.

Nous vous laissons un délai de [nombre de jours, par exemple 15 jours] à compter de la réception de cette lettre pour nous faire parvenir votre règlement ou une proposition sérieuse de résolution amiable. Nous restons disposés à échanger afin de trouver une issue rapide à ce litige.

À défaut de réponse satisfaisante dans ce délai, nous saisirons le tribunal judiciaire de [ville] afin de faire valoir nos droits et d'obtenir, outre les sommes réclamées, la prise en charge des frais de procédure. Nous conservons une copie de ce courrier et l'avis de réception comme preuves de notre démarche.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

[Prénom][NOM]

Signature